



23 NOVEMBRE : PACTE-RECHERCHE, ENSEMBLE DANS L'ACTION POUR FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

Avec de très nombreuses organisations syndicales et SLR(*), le SNESUP appelle à manifester le 23 novembre contre le projet de loi dit « pacte recherche ». Le **vote négatif** du CNESER le 9 novembre sur l'avant-projet de texte est une expression forte de son rejet par la communauté universitaire et au-delà.

Ce projet, que le gouvernement cherche à imposer par une mascarade de discussion, tourne le dos aux attentes et aux objectifs des Etats Généraux de 2004. Il vise à :

- **Généraliser la précarité de l'emploi** dans le secteur de la recherche et de l'enseignement supérieur : ce projet se refuse à toute programmation de l'emploi statutaire mais multiplie les contrats précaires via les nouvelles structures créées telles l'ANR, les PRES, campus...
- **Privilégier de façon systématique la recherche privée** ou partenariale au détriment d'une recherche publique indépendante au service du bien commun.
- **Organiser le démantèlement des structures actuelles de recherche** (laboratoires et organismes de recherche).
- **Instaurer un pilotage gouvernemental** de la recherche en affaiblissant de façon systématique les instances d'évaluation et d'orientation où sont représentés les personnels et la société civile.
- **Organiser un système d'enseignement supérieur à plusieurs vitesses**, en soutenant quelques sites universitaires au prix d'un abandon de l'essentiel des universités.

S'accumulent des dispositifs visant à transformer le paysage de la recherche par une priorité accordée à des financements de court terme sur des contrats très délimités (voire finalisés), et qui a déjà donné naissance aux deux agences, ANR et AI. Cela se combine avec le dirigisme accru du Ministère, le pilotage par les agences ou par les directeurs d'établissements, sans contrôle démocratique.

Le SNESUP dénonce dans ce projet de pacte

- le règne des experts nommés dans tous les domaines, les pouvoirs accrus accordés par exemple aux Présidents d'Universités, la mise en cause des instances élues (CNU, Comité National, CNESER),
- la voie ouverte à une modulation autoritaire des services des enseignants-chercheurs,
- l'absence de toute mesure significative pour le statut des doctorants et le recrutement des jeunes chercheurs sur des emplois de titulaires.

L'absence de programmation significative en volume (budgets des établissements, créations d'emplois) et sur la durée (une programmation sur une dizaine d'années est nécessaire) démontre le manque d'ambition du pouvoir pour la recherche et l'enseignement supérieur publics.

Pour faire reculer le gouvernement, il faut réussir, partout et dans l'unité, les actions et les initiatives du 23 novembre.

A Paris comme dans les régions, dans les grandes villes universitaires, sont organisés des manifestations de rue, des meetings, des rassemblements, des conférences de presse, des démarches auprès des élus, responsables locaux, Présidents, Préfets, Recteurs, ...

Paris, le 16 novembre 2005

(*) Appellent à ces initiatives
SLR, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNTRS-CGT, FERC-SUP-CGT, CGT-INRA, SNPTES-UNSA,
A&I-UNSA, Sup'Recherche-UNSA, SGEN-CFDT, CFDT-INRA, CFDT-CEA, CFTC-INRA,
SUD-RECHERCHE-EPST, SUD-EDUCATION, UNEF